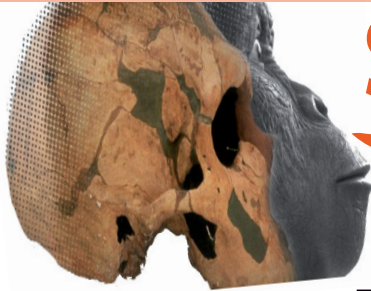


*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°116 du dimanche 14 août 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

- **Jobs Campus. P.06**
- **De nouvelles offres de bourses. P.26**

Emploi/ Jeune

Diébougou: Vingt Jeunes Filles à l'Ecole des TIC

Région du Sud-Ouest



Photo de famille. P.2

BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.

Le Réseau Afrique Jeunesse (RAJ) a organisé une formation sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication en entrepreneuriat des jeunes filles le 11 Août 2016 dans la salle de RAJS de Diébougou.

En présence du représentant du coordonnateur national de RAJ Marcial DA, les formateurs de l'ONG Africaine d'information ont inculqué les notions de base sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication à vingt jeunes filles de la cité de Diébougou dans le cadre de la lutte contre la pauvreté par la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Vingt jeunes filles de la Bougouriba ont pris part à cette formation. Deux formateurs, Donald Bercy DA et Yannick PITROIPA ont eu la charge d'inculquer à ces futurs mères de famille un savoir structuré et très riche sur les technologies de l'information et de la communication, les applications mobiles et l'internet.

Selon Donald Bercy DA l'objectif visé par cet atelier est d'aider les jeunes filles à être indépendantes à travers l'utilisation des TIC. Apprendre aux jeunes filles à créer des blogs et pouvoir les mettre en contact avec le

monde extérieur à travers leurs mobiles sont entre autres les buts visés par cette formation.

Pour lui, la connaissance des différents paramètres abordés au cours de cette formation et l'utilisation judicieuse des applications mobiles sont des bases solides pour l'indépendance des jeunes filles.

Cet atelier de formation sur l'utilisation des technologies de l'information et de communication et plus particulièrement sur les applications mobiles permettra de lutter contre la pauvreté a laissé entendre Yannick PITROIPA l'un des deux formateurs.

En effet selon Yannick PITROIPA la connaissance de l'outil informatique et du téléphone permet de créer de la richesse, d'échanger différents produits et d'avoir un réseau d'écoulement des produits fabriqués.

Outre les avantages des TIC, les inconvénients de ces technologies n'ont pas été éludés. Une utilisation judicieuse des TIC a été recommandée aux participantes.

Ces dernières ont une appréciation très positive de l'initiative qui vise à les aider dans leur démarche d'indépendance et d'épanouissement.

Noélie PALENFO, l'une des bénéficiaires a laissé entendre que la formation est la bienvenue. «Une telle initiative si elle est pérennisée, nous aidera à être indépendantes» a t'elle soutenu. Elle n'a pas manqué de remercier les initiateurs de faire de leur préoccupation la leur.

Marcial DA le représentant du Coordonnateur national Daniel HIEN DA a remercié les formateurs qui se sont montrés véritables pédagogues pour inculquer en six heures de temps un savoir très riche sur les mobiles et l'internet.

A l'issue de la formation, toutes les participantes ont reçu chacune une attestation de participation.

Le représentant du parrain lors de son discours de clôture les a exhortées à une continuité, à l'auto-apprentissage afin que les informations reçues ce jour ne soient pas vaines.

C'est par une photo de famille de toutes les participantes que s'est achevée la formation des jeunes filles en entrepreneuriat via l'internet et les TIC.

Frederick Pooda pour SCI

Restez vigilants et collaborez surtout en signalant toute choses que vous trouverez suspectes



Suite à un incident, une des parties a porté à la connaissance d'une Brigade de Gendarmerie de la ville de Ouagadougou, de ce que son antagoniste possédait une arme à son domicile. La perquisition qui s'en est suivie a permis de retrouver un arsenal dans cette maison. En effet cet artisan de profession, gardait dans un sac un fusil d'assaut Kalashnikov crosse escamotable, 2 chargeurs gamis de 63 cartouches 7,62mm, et une boîte entamée de cartouches de 9mm.

Ce genre de réaction est à saluer et à encourager quelque soit ces motivations car, une arme de guerre est au moins, hors d'état de nuire.

Après les investigations, il est ressorti que l'arme se trouvait dans un sac qui aurait été confié à ce monsieur par un ami aujourd'hui en fuite. Ce dernier a déjà fait de la prison et est recherché activement pour des braquages dans le sud ouest et l'ouest du pays.

Faites attention aux affaires que l'on peut vous confier : ici le recel d'armes de guerre ou la complicité à une entreprise terroriste peuvent lui être reprochés. Sachez également qu'au delà du détenteur, celui ou celle qui est informé ou est témoin d'une détention illégale d'arme de guerre peut être accusé de connivence avec une entreprise terroriste.

Les menaces sont réelles. Restez vigilants et collaborez surtout en signalant toute choses que vous trouverez suspectes.

La Gendarmerie Nationale, une force humaine à votre service



Octroi de bourse nationale aux bacheliers séries C et E: Félicitations tout de même au gouvernement!

C'est désormais chose faite. Entre 2015 et 2020, les bacheliers des séries C et E vont bénéficier de la bourse nationale. Le premier communiqué est d'ailleurs affiché au Centre d'Information, de l'Orientation scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB). Les candidats ont jusqu'au 04 septembre pour candidater. C'est une décision courage prise par le gouvernement et qui est à saluer à juste titre.

L'octroi de cette bourse aux bacheliers des séries C et E vise, à suivre de près l'engouement de la génération mon-

tante pour les filières scientifiques, à encourager les élèves à embrasser cette branche scientifique, car assurément le Burkina Faso a besoin tant de « philosophes » que de « scientifiques ».

Encourager oui, mais dans quelles universités iront-ils, ces nouveaux bacheliers ? À l'Université Ouaga 1 ou 2 ? Pour la situation qu'on y connaît, ce ne sera pas une tâche aisée.

Cela ramène le même problème sur la table : trouver un cursus adapté à nos contextes et à la demande sur le mar-

ché de l'emploi, surtout qu'employer au Burkina Faso est synonyme de rechercher des poux sur un crâne rasé !

Il faut travailler en amont et en aval pour éviter que des étudiants s'enlisent dans leur quête du savoir dans le Temple du savoir.

En bon Africain, on dira : « c'est bon, mais c'est pas arrivé ! » Mais tout de même, félicitations au gouvernement burkinabè !

Yéro pour SCI

Saison pluvieuse à Bobo-Dioulasso Des précipitations qui inquiètent

Région du Haut-Bassin



La saison hivernale devient de plus en plus une saison infernale. Les précipitations créent de plus en plus d'inquiétudes.

La ville de Bobo s'est réveillée ce vendredi 12 août sous un ciel aux nuages chargés.

Le barrage de l'arrondissement n° 2 n'a pas pu contenir le trop plein d'eau. Les habitants de la zone se sont donc trouvés submergés dans une quantité incontrôlable d'eau.

A.B. Nicole OUEDRAOGO pour
SCI

Les eaux du barrage de l'arrondissement n°2 ont débordé.



Région des Cascades

Inondation au village de Karfiguéla et dans la ville de Bérégadougou

La pluie d'août continue de faire des dégâts : la région des Cascades n'est pas épargnée des incidents causés par la force des eaux. Dans la nuit du mardi 09 au mercredi 10 août 2016 au matin, une forte pluie s'est abattue sur toute l'étendue de son territoire régional. Les populations du village de Karfiguéla (environs 10 km de Banfora) et de Bérégadougou (15 km de Banfora) se sont réveillées les pieds dans l'eau. Des maisons et un pont se sont écroulés, nombreux dégâts matériels enregistrés.

La région des Cascades fait partie des régions touchées par les pluies de ce mois d'août 2016. En effet, le village de Karfiguéla dans la province de la Comoé a été inondé dans la journée du mercredi 10 août 2016. Au total dix-sept (17) concessions se sont écroulées, des champs de maïs et de riz envahis par ces eaux dans ce village situé à quelques encablures du site touristique des Cascades.

Aucun blessé, ni décès n'a été constaté. Mais des dégâts matériels importants sont à noter. Des vivres,

des vêtements, de la volaille, des moutons ainsi que des fournitures scolaires d'élèves ont été emportés par les eaux.

Alertées, les autorités régionales conduites par le gouverneur des Cascades Mme Léontine ZAGRE ont rendu visite aux sinistrés de ladite localité dans l'après-midi du mercredi 10 août 2016.

Passage difficile pour atteindre les victimes, les journalistes, les autorités tous les pieds dans l'eau et sous une forte pluie ont témoigné leur compassion aux populations touchées. Sur place, le Gouverneur et sa délégation sont accueillis par une forte mobilisation du village. Face au chef du village, Léontine ZAGRE a dévoilé l'objet de cette visite en ces termes : « Suite à la pluie qui s'est produite depuis ce matin, nous sommes venus pour voir la situation réelle au niveau des populations, constater éventuellement les dégâts et envisager les mesures conservatoires qui s'imposent ».

Une satisfaction totale exprimée par le chef des lieux et ses populations

à l'endroit des autorités pour cette marque de considération. Néanmoins, les victimes ont suggéré aux bonnes volontés de venir à leur secours. Et pour une prise en compte rationnelle des victimes, le gouverneur a recommandé aux services de l'Action Sociale régionale le dénombrement des sinistrés et les dégâts enregistrés. Elle les a rassurés du soutien des autorités dans les prochains jours.

En plus de Karfiguéla, à Bérégadougou la situation est aussi alarmante. Là-bà, le pont reliant cette ville au département de Moussodougou (frontalier avec Orodara) a cédé par la force de l'eau dans la matinée du mercredi 10 août 2016. Des arbres déracinés et au moins dix (10) habitations au secteur 1 détruites créant ainsi une panique totale chez les riverains. Le bilan fait état de deux (02) blessés et des dégâts matériels importants mais pas de perte en vie humaine. Pour l'heure, la direction en charge de l'Action Sociale est à pied d'œuvre afin de faire le point des dégâts enregistrés.

Paul SOMA pour SCI



Conseils de la police nationale Les mineurs, l'alcool et la fréquentation de cer-

L'accès, la fréquentation de certains lieux ainsi que la consommation d'alcool par les mineurs constituent un fléau qui prend de l'ampleur dans les grandes villes comme Ouagadougou. C'est pourquoi, il est bon de savoir que :

-L'accès des bars, dancings et salles de spectacles et de distraction est interdit aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans non accompagnés de leurs parents ou tuteurs ; cette interdiction ne s'applique pas aux spectacles et distractions spécialement organisés et autorisés pour la jeunesse.

- Est également interdit, le fait, pour un gérant d'établissement de servir de la boisson alcoolisée à un mineur de moins de 18 ans même accompagné par ses parents ou tuteurs.

Division de la Communication et des Relations Publiques de la Police Nationale.



Journée de salubrité La Préfecture de Diébougou fait peau neuve

Région des Cascades

Sur initiative du Préfet de Diébougou Adama BIDIGA, en collaboration avec l'association « Ville Propre » et l'association les « Usagers de l'Eau », la cour de la préfecture a été débarrassée de ses ordures et autres immondices le samedi 6 Août 2016. L'objectif de l'organisation de cette journée était de rendre le service propre, de veiller à l'hygiène de la cour, de ses alentours et de doter les riverains de poubelles. C'était en présence du Maire de la commune Alphonse SOMDA, du Directeur Provincial de la culture Ollé OUSSE, du Chef de terre, des associations sœurs de la ville et du village de Bapla.

La cour du service départemental de Diébougou et les alentours ne sont pas agréables à voir. Pour cause beaucoup d'ordures et d'immondices étaient perceptibles avec leur lot de dangers que sont les moustiques et les reptiles.

Ce constat a été fait par le nouveau locataire des lieux l'Administrateur civil Adama BIDIGA. Evoluer dans un tel lieu n'est pas du tout bon. Ni pour le travail, ni pour le bien être des travailleurs et des usagers a laissé entendre le préfet de Diébougou.

L'initiation par son service d'une journée de salubrité répondait donc à ce besoin d'assainissement. Cette journée a été menée en collaboration avec les riverains et les associations « ville propre » et « usagers de l'eau ». Le Préfet Adama BIDIGA a profité de l'occasion pour sensibiliser les riverains et les usagers de la préfecture sur la nécessité de l'hygiène et de l'assainissement. Il a aussi saisi l'occasion pour parler d'éducation civique. Il a encouragé les uns et les autres à cultiver autour d'eux et dans leur famille le civisme.



Monsieur Adama BIDIGA et Monsieur Alphonse SANOU, respectivement de la droite vers la gauche.

Cette initiative est louable et elle se présente comme un appel aux autres services à emboîter le pas de la préfecture.

Le Maire de la ville, Alphonse SOMDA en a profité pour offrir des poubelles à la préfecture et aux riverains comme gage de son engagement à promouvoir la propreté et l'assainissement dans sa commune.

L'association « ville propre » dit être présente dans le cadre des objectifs qu'elle s'est assignée. Pour Evariste G. DABIRE, Président de ladite association outre cette activité de nettoyage, leur association a offert une latrine de deux trous à la préfecture, chose qui était inexistante dans l'enceinte de cette administration pourtant très capitale pour la population.

Selon Ulrich Frédéric COULIBALY président de l'association « les Usagers de l'eau » et agent d'hygiène et d'assainissement à la mairie, Co initiateur de la journée de salubrité,

il n'a pas de mot autre que "sentiment de fierté". La présence des membres de son association et des différentes autres associations témoigne de l'importance qu'elles accordent à la salubrité de la ville.

Outre cette activité de nettoyage, l'initiative de réfectionner la clôture de la préfecture a été évoquée et les riverains, les associations, la Mairie et toutes les bonnes volontés ressortissants sont invités à contribuer en nature, notamment en matériaux nécessaires afin de doter la préfecture d'une clôture digne de ce nom.

Tout en invitant les usagers et les riverains à garder ce lieu propre, le Préfet de Diébougou a remercié toutes les associations présentes et les bonnes volontés sorties pour la cause commune.

Frederick Pooda pour SCI



Avis de recrutement

Poste : Consultant National - mission d'appui à la relance de la base de données Comores-Infos» - (Etre de nationalité comorienne)

Lieu : Moroni, COMORES

Date limite de candidature :

15-Aug-16 (Minuit New York, États-Unis)

Type de contrat : Individual Contract

Niveau du poste : National Consultant

Langues requises : Français

Durée du contrat initial 15 jours

Historique

L'Union des Comores s'est dotée, en 2014, d'une Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D). Issue d'un long processus participatif soutenu par les partenaires au développement dont notamment le PNUD et l'UE, la SCA2D a été validée par l'ensemble des institutions publiques, de la société civile, des opérateurs économiques et des PTF et elle constitue aujourd'hui le document de référence de l'Union des Comores en matière de développement socio-économique pour la période 2015

- 2019. Le gouvernement a élaboré un plan d'action pour opérationnaliser la SCA2D. Le plan d'actions propose un ensemble cohérent de dix-sept (17) programmes prioritaires regroupés au sein des quatre axes stratégiques de la SCA2D.

Le processus de formulation de la SCA2D a mis en exergue les problèmes de pertinence, de disponibilité et de qualité des données statistiques. De même, l'évaluation de la stratégie de développement précédente, la SCRП (stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté) 2010 – 2014 et l'élaboration du rapport de suivi des OMD en 2013 ont donné l'occasion de constater la faiblesse du système national d'infor-

mation statistique malgré la réalisation récente d'opérations de collecte de données et ont pointé du doigt les déficiences du mécanisme de suivi-évaluation. Ainsi, la SCA2D intègre un renforcement du système de collecte et d'analyse des données, dans le cadre d'un dispositif technique et institutionnel renforcé pour le suivi et l'évaluation des performances des politiques et des programmes de développement.

Ainsi, la production statistique présente de lacunes en termes de quantité, de qualité, de couverture, d'analyse et de diffusion. Face à ces faiblesses avérées de l'offre, la demande statistique devient de plus en plus importante et exigeante du fait notamment de la priorité des politiques publiques accordée à la lutte contre la pauvreté, d'une part, des besoins de suivi des OMD et bientôt des ODD, dans le cadre de l'agenda post 2015, d'autre part. Afin de relever le défi constitué par ce décalage important entre une offre statistique très limitée et une demande sans cesse croissante de données de qualité, l'Union des Comores vient d'actualiser sa stratégie nationale de développement de la Statistique (SNDS).

En effet cette faiblesse de l'offre statistique est le résultat de la persistance des contraintes humaines et financières, et du retard mis dans le processus de réforme du SSN dans ses volets de coordination et de structuration de l'INSEED en tant qu'organe central du SSN.

A la lumière des résultats de la mise en œuvre de la SNDS sur la période 2008-2014, et des défis et enjeux actuels de la statistique publique, une deuxième SNDS a été élaborée pour la période 2015-2019 de manière à coïncider avec celle couverte par la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement

Durable (SCA2D) 2015-2019 dont elle doit alimenter en informations statistiques le dispositif de suivi-évaluation. Un plan d'action a été élaboré sur la SNDS 2015-2019. Il repose sur la nécessité de : (i) restructurer et consolider le SSN sur la base d'activités transversales ; (ii) répondre aux besoins de suivi/évaluation du SCA2D 2015-2019, et des politiques sectorielles et transversales ; et (iii) anticiper sur les besoins statistiques émergents, notamment ceux liés aux Objectifs de Développement Durable (ODD), et de la Vision Africaine 2063 définie par l'Union Africaine.

Cependant, la faiblesse de la diffusion des données est accentuée par les faibles capacités informatiques et de technologies de l'information, qui peuvent contribuer à améliorer l'utilité et l'accessibilité des données. Actuellement, l'INSEED a installé DEV-Info qui permet de disposer d'un système de gestion d'indicateurs, ainsi que IMIS-Redatam et Toolkit (NADA) pour la gestion de bases de données, la diffusion et l'archivage des micro-données et méta-données des enquêtes et recensements.

Par ailleurs, au sein de l'INSEED, il existe beaucoup de données primaires ou tirées des enquêtes stockées par des tableurs ou progiciels, ce qui limite largement leur exploitation.

Les infrastructures de bases de diffusion de produits statistiques dans le SSN sont inadaptés dans le niveau contexte créé par les TIC. Ces derniers offrent par exemple beaucoup de possibilités et pour lesquelles les producteurs de données ne sont pas encore outillés.

Et il existe de forts potentiels d'augmentation la productivité grâce à l'automatisation de nombreuses tâches récurrentes, Suite page 7.



Suite page 6.

notamment dans les domaines de la gestion des données, la publication et la diffusion des données. L'utilité des statistiques est amoindrie par la faible capacité du SSN à produire des données fiables et disponible à temps pour la prise de décision. En plus, l'importance des données étant mal cernée au niveau des décideurs dans un contexte marqué par la faiblesse des capacités institutionnelles en matière de gestion du développement. Des actions visant la publication et la diffusion régulières des données doivent être entreprises pour promouvoir l'utilité des statistiques.

Objectif et résultats attendus de la mission

Pour favoriser l'accès et la diffusion des données adaptée aux normes internationales, et promouvoir la culture statistique ; le gouvernement de l'Union des Comores souhaite recruter un expert international, et un consultant national pour appuyer la conception d'un cadre de modernisation statistique centrée sur des normes internationales dans l'opérationnalisation de la base de données socio-économiques des Comores « Comores-Infos ». Le résultat visé est la disponibilité/accessibilité de données pertinentes, habilitant pour un système efficace de suivi-évaluation de la SCA2D, en ligne avec les ODD.

L'objectif principal est d'opérationnaliser la base de données socio-économiques des Comores « Comores-Infos » à travers :

- L'actualisation et la validation l'architecture de la base de données (en capitalisant sur DEV INFO et autres bases de données);
- La définition et la validation du cadre méthodologique pour la gestion de la base de données.

La mission vise deux résultats essentiels :

1. La structure de « Comores Infos » est plus attractive et performante

en ligne avec les besoins de suivi évaluation de l'agenda 2015 pour le développement durable et l'agenda 2063 de l'Union Africaine;

2. Un mécanisme efficient de gestion de « Comores Infos » est convenu entre toutes les parties prenantes.

Devoirs et responsabilités

Sous la supervision générale du Coordinateur des activités statistiques en Union des Comores, la mission devra remplir les tâches suivantes :

Développer les concepts de normalisation centrée sur des normes internationales d'archivage et de diffusion des données statistiques à savoir :

- Analyser l'architecture actuelle de Comores Info en ligne notamment avec les besoins de suivi de la SCA2D et des ODD ;
- Proposer et faire valider une nouvelle architecture adéquate pour la base des données Comores Infos ;
- Modifier la structure de la base de données en ligne avec la nouvelle architecture convenue ;
- Identifier les parties prenantes pour une gestion efficace de la base de données et définir/préciser leurs rôles respectifs;
- Définir les mécanismes de coordination de ces différents acteurs impliqués dans la gestion de la base de données ;
- Elaborer les textes réglementaires et autres cahiers de charge requis pour une gestion efficace de la base de données ;
- proposer un plan de formation pour les cadres impliqués dans l'actualisation et la gestion de la base de données et participer à sa mise en œuvre ;
- proposer des solutions pour mettre en ligne la base de données sur le Web.

Composition de la mission

La mission sera exécutée par deux consultants. Un consultant International, chef d'équipe assisté par un consultant national. Ce dernier doit avoir une longue expérience en matière statistique dans le pays. A la fin

de la mission, les deux consultants remettront un rapport de mission et toute la documentation demandée au Directeur Général de l'INSEED. Cette documentation fera l'objet d'un atelier de validation par les parties prenantes de la gestion de la base de données.

La sélection sera faite sur la base des critères suivants notés sur 100 comme suit :

- Critère: Diplômes: Points: 20
- Critère: Expérience d'au moins 5 ans d'expérience dans les domaines de la gestion de base de données et de l'information statistique: Points: 25
- Critère: Connaissance de l'organisation des systèmes de gestion de bases de données et les informations statistiques en ligne avec les TIC: Points: 20
- Critère: Connaissance de l'outil informatique et plus particulièrement des logiciels usuels (Excel, Word et PowerPoint): Points: 15
- Critère: Capacité de communication et de rédaction en français: Points: 10
- Critère: Expérience en matière de travail en équipe: Points: 10

Méthode d'évaluation des offres

• Seules les candidatures ayant obtenu une note au moins égale à 70 points sur le total des 100 points seront retenues pour une analyse financière.

• La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/prix (score combiné). Il sera tenu compte des qualifications du consultant et sa proposition financière avec un score d'au moins 30 % pour l'offre financière.

Soumission - le consultant international devra soumettre un dossier comprenant deux propositions (technique et financière):

La proposition technique doit contenir:

- Une copie du dernier diplôme;
- Une lettre de motivation;

Suite page 8.



Suite page 7.

- Un CV personnel, y compris l'expérience acquise dans le domaine recherché, etc... ;
- Un formulaire P11 des Nations Unies dûment rempli et au moins 3 personnes de référence avec leurs adresses mail téléchargeable sur http://sas.undp.org/Documents/P11_personal_history_form.doc ;
- Une brève description de la méthodologie de travail indiquant les différentes étapes d'atteinte des résultats et le chronogramme.

La proposition financière:

- Une proposition financière sur la base d'un montant forfaitaire incluant (les honoraires, les frais de voyage, les indemnités journalières/perdiems et le nombre de jours ouvrables pour la durée de la consultation).
- Pour permettre une meilleure appréciation du montant forfaitaire proposé, le consultant doit écla-

son montant forfaitaire en indiquant clairement les frais prévus pour les honoraires, les frais de voyages internationaux et ceux affectés aux indemnités journalières/perdiems.

Compétences

- Avoir d'excellentes capacités pour le travail d'équipe avec de bonnes relations interpersonnelles;
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse;
- D'une bonne connaissance de l'outil informatique et plus particulièrement des logiciels usuels (Excel, Word et PowerPoint) ;
- Avoir une excellente capacité rédactionnelle en français.

Qualifications et expériences requises

Education:

- L'expert national doit avoir un diplôme de niveau Bac + 4 minimum, dans les domaines statistique et informatique.

Expérience:

- Une expérience d'au moins 5 ans dans les domaines de la gestion de base de données et de l'information statistique;
- Une bonne connaissance de l'organisation des systèmes de gestion de bases de données et les informations statistiques en ligne avec les TIC.

Langues:

- Bonnes capacités de communication et de rédaction en français.

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Si vous éprouvez des difficultés avec les candidatures en ligne, merci de contacter jobs.help@undp.org



Avis de recrutement

Poste : Communication et sensibilisation Programme de préparation Specialist Fonds vert pour le climat

Lieu : À domicile

Date limite de candidature : 15-Aug-16 (Minuit New York, États-Unis)

Type de contrat : contrat individuel

Niveau du poste : International Consultant

Langues requises :Anglais

Date de commencement : (date à laquelle le candidat sélectionné doit commencer) 01 - Sep - 2016

Durée du contrat initial jusqu'au 31 Août 2017

Historique

Le Fonds vert pour le climat (GCF de) a été créé par la Conférence

des Parties à la CCNUCC en 2010, comme une initiative mondiale unique pour répondre au changement climatique en investissant dans faible taux d'émission et de développement résilient au climat.GCF a été établi par 194 gouvernements pour limiter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement, et pour aider à adapter les sociétés vulnérables aux impacts inévitables du changement climatique.

Le «Programme de préparation du Fonds vert pour le climat", mis en œuvre conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et l'Institut des ressources mondiales (WRI) soutient 9 pays (Bénin, Colombie,

El Salvador, Fidji, Ghana, le Kenya, le Népal, les Philippines et l'Ouzbékistan)

pour améliorer leurs systèmes nationaux d'accès, de gérer et de surveiller le financement climatique, en particulier du Fonds vert pour le climat, ou GCF.Comme la mise en œuvre des activités du programme avance dans chaque pays, il est de plus en plus important de veiller à ce que les jalons, des événements, des ateliers et des connaissances des produits du projet (boîtes à outils, des publications, des lignes directrices) sont bien documentées et diffusées aux parties intéressées: les pays bénéficiaires ' les gouvernements (des autorités nationales ou NDAs au Fonds vert pour le climat et d'autres institutions gouvernementales climatiques Suite page 10.



Annonces



Appel à candidatures pour le Concours de documentaire scientifique africain « Les Mils d'Or » Le 22 octobre 2016 à Ouagadougou.

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) en partenariat avec le Goethe-Institut et l'Association des Journalistes et Communicateurs Scientifiques du Burkina Faso (AJCS-BF), ouvre une campagne d'appel à candidatures pour la 6ème édition du concours de documentaire scientifique africain « les Mils d'Or » de Ouagadougou.

La finale de cette 6ème édition aura lieu le 22 octobre 2016 dans la salle de réunion du campus IRD-CIRAD à Ouagadougou.

Le concours du documentaire scientifique « les Mils d'Or » ambitionne de contribuer à donner du sens à la Science en faisant la promotion du film dédié aux liens entre la Recherche et les enjeux sociétaux (écologie, économie, droits humains ...).

A ce titre sont concernés les films traitant notamment :

- d'enquêtes et analyses établissant un diagnostic ou traitant de la perception d'une problématique, dont l'impact social, économique, humain est avéré ;
- de démarches de recherches, en lien avec le contexte des acteurs sociaux et techniques concernés ;
- de promotion d'initiatives professionnelles de mise en pratique de résultats de recherches.

Les films sélectionnés devront répondre en outre aux critères suivants :

- film réalisé entre 2013 et 2016,
- format numérique,
- durée : 30 minutes maximum,
- langue française ou nationale sous-titrée en français.
- résumé : 5-10 lignes maximum
- contact du réalisateur (nom et e-mail)

Le Jury appréciera les œuvres au travers des critères suivants, sans exclusive de propositions complémentaires qu'il pourra juger opportun dans le cadre de l'édition 2016 :

- Pertinence du thème :
- Au plan scientifique, par rapport à l'actualité et à la validité technique du propos ;
- Au plan de l'enjeu (social, géographique, économique, politique)
- **Qualité du message :**
- Clarté du message et rigueur de son énoncé
- Objectivité scientifique

- Qualité professionnelle et artistique du film :

- Prises de vues, son, montage.

Le Lauréat recevra un trophée de l'IRD.

La date limite de réception des films est fixée au 7 octobre 2016 à 17h30.

Les films en compétition seront reçus à l'IRD tous les jours ouvrables sur support DVD ou Blu-Ray Disc.

Contacts :

**Bérénice Ouattara, centre IRD de Ouagadougou, Burkina Faso.
688, avenue du Pr Joseph Ki-Zerbo
01 BP 182 Ouagadougou 01
E-mail : com.burkina@ird.fr
Tél : (226) 50 30 67 37 ou 39**

Sciences-Campus Info

OFFRE SPECIALE AUX UNIVERSITES, LYCEES ET ECOLES SUPERIEURES

En prélude à la rentrée scolaire et académique 2016-2017, le magazine universitaire vous propose un package pour la circonstance vous permettant de mieux faire connaître votre établissement et ses offres de formations.

Le package comprend la diffusion de votre annonce, communiqué ou affiche sur une page entière du quotidien numérique pendant 30 jours donc sur 30 numéros, la rédaction d'une page dédiée à l'établissement sur le site web, l'affichage du logo, le nom de l'établissement et le lien vers votre site web pendant 30 jours, le partage du lien de la page dédiée à votre établissement sur Facebook pendant 30 jours.

L'audience de Sciences-Campus Info est votre cible recherchée que vous pourrez toucher directement à travers ce package soit plus de 100.000 téléchargements du quotidien numérique à chaque numéro, environ 162.000 personnes sur Facebook et plusieurs milliers de contacts direct des parents et bacheliers 2016 dans le newsletter collectés sur tout le territoire national.

NB : le cout du package est de 150.000 FCFA pour un mois

Contactez-nous : tél. : 00226 76 60 97 21/ 00226 72 08 03/ 00226 72 07 20 /
Email : ac@sc-mail.info / Au siège sur le boulevard des Tang Soaba à 500 mètres du SIAO



Suite page 8.

pertinentes désignées); d'autres partenaires de développement internationaux et entités accréditées au GCF qui soutient également les pays en développement sur l'état de préparation (GIZ, l'USAID, KfW, etc.); la société civile et les institutions de recherche; les promoteurs de projets dans chacun des 9 pays; les bailleurs de fonds; etc. Ceci est important afin d'accroître la visibilité du programme lui-même, mais aussi comme un mécanisme de gestion des connaissances, par lequel les pays peuvent apprendre les uns des autres et le Secrétariat du Fonds vert pour le climat peuvent bénéficier de l'expérience du projet en ce qui concerne ses politiques et lignes directrices.

Dans ce contexte, le PNUD est à la recherche d'un spécialiste en communication expérimenté qui, en collaboration avec le PNUE et WRI, peut soutenir la création de produits de communication et d'assurer la diffusion de ces questions, notamment dans les médias sociaux des entreprises et des sites Web des différents organismes partenaires et le vert pour le climat Fonds. Le site Web du Programme GCF de préparation peut être trouvée dans: <http://www.gcfreadinessprogramme.org/>

Devoirs et responsabilités

La communication et le plaidoyer spécialiste sera chargé de livrables spécifiques pour aider à stimuler les efforts de communication du programme GCF de préparation. Il / elle coordonnera et travaillera en collaboration avec le concepteur et le site Web gestionnaire graphique du programme (PNUE) et la liaison avec le projet coordinateurs globaux du PNUE et WRI, afin de veiller à ce que les trois organismes partenaires suivent une stratégie de communication. Le consultant sera supervisé par le coordinateur du programme mon-

dial du PNUD basé à New York.

Livrables et le calendrier de paiement

- Examiner, réviser et mettre à jour l'entreprise PNUE / PNUD / WRI stratégie de communication du projet 15 Septembre 2016.
- 4 Newsletters ou e-mail avec digère les jalons du projet, des ateliers et des événements en consultation avec le PNUE et WRI: Octobre 2016, Janvier 2017, Avril 2017, Juillet 2017.
- Assurer la liaison avec les coordinateurs nationaux et le PNUE site gestionnaire pour assurer contenu mis à jour des activités du PNUD menées dans les 9 pays est téléchargé sur le site Web du programme: une fois par mois après début du contrat;
- Co-édition de 4 blogs et documents de communication (communiqués de presse, articles, histoires de réussite): dates à déterminer mais le dernier à être livré 31 Août 2017.
- Création de 2 infographies: 1 Novembre ici 2016.

Calendrier de paiement:

Les paiements seront effectués à l'achèvement satisfaisant et l'acceptation des produits livrables par le superviseur comme ci-dessous les pourcentages:

- Examiner, réviser et mettre à jour 5% des entreprises du PNUE / PNUD / IRG projet de communication;
- 4 Newsletters ou digests e-mail avec les jalons du projet, des ateliers et des événements en consultation avec le PNUE et WRI - 15% pour chaque bulletin d'information (60% au total);
- Assurer la liaison avec les coordinateurs nationaux et le PNUE site gestionnaire pour assurer contenu mis à jour des activités du PNUD menées dans les 9 pays est téléchargé sur le site Web du programme tous les mois - 5%
- Co-édition de 4 blogs et documents de communication (communiqués de presse, articles, histoires de réussite) - 5% chacun (20% au total);

- Création de 2 infographies - 5% chacun (10% au total)
- arrangements de travail
- Le consultant travaillera de la maison;
- Le consultant rendra compte au moins deux fois par semaine à la préparation Gestionnaire de programme GCF via appels / e-mails;
- Le consultant aura accès à des informations pertinentes nécessaires à l'exécution des tâches en vertu de cette cession;
- Le Consultant sera responsable de fournir son / sa propre station de travail (c.-à-ordinateur portable, internet, téléphone, scanner / imprimante, logiciels pertinents, etc.) et doivent avoir accès à une connexion Internet fiable;
- Compte tenu des consultations mondiales à être prises au cours de cette mission, le consultant devrait être raisonnablement flexible avec son / sa disponibilité pour de telles consultations en tenant compte des différents fuseaux horaires;
- Les paiements seront effectués sur présentation d'une attestation de formulaire de paiement et l'acceptation et la confirmation par le superviseur sur les résultats livrés.

Compétences

Société:

- Preuve d'intégrité en modélisant les valeurs de l'ONU et des normes éthiques;
- Favorise la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD;
- Affiche culturelle, le sexe, la religion, la race, la nationalité et la sensibilité à l'âge et la capacité d'adaptation;
- Traite tous les gens équitablement sans favoritisme.

Technique:

- Expertise et de connaissances sur le développement durable;
- Expertise sur la sensibilisation et le plaidoyer.

Suite page 11.



Jobs Campus

Suite page 10.

Communication:

- Excellente capacité de rédaction et de communication verbale;
- Communiquer efficacement par écrit à un public varié et large d'une manière simple et concise.

Professionalisme:

- Aptitude démontrée dans la pensée analytique;
- Forte de l'organisation, les rapports et les capacités d'écriture;
- Capacité à travailler de façon autonome, planifier, prioriser et livrer des tâches à temps.

Travail d'équipe:

- L'ouverture au changement et capacité à recevoir / intégrer la rétroaction;
- Capacité à travailler sous pression;
- Aptitude à travailler dans et gérer des équipes.

Qualifications et expériences requises

Éducation:

- Baccalauréat en communications, relations avec les médias, le journalisme, les relations internationales ou dans un domaine étroitement lié. Master est souhaitable. (Max. 10)

De l'expérience:

- Au moins 6 ans d'expérience professionnelle confirmée dans le domaine des médias et des communications (max 15 points.);
- Expérience confirmée dans la sensibilisation des médias sociaux, la diffusion de la newsletter ou e-mail digests, édition / blogs / rédaction de communiqués de presse et / ou des articles, et la gestion du site. Fournir 2 échantillons d'écriture (article, communiqué de presse, blog) des travaux antérieurs relatifs à cette cession (Max 20 points.);
- expérience en gestion de projet et une expérience démontrée dans la coordination avec de multiples parties prenantes sur la gestion de projet (max 10 points.);

- Expérience dans les communications au niveau international et la défense (5 points maximum.);
- Une expérience préalable dans le PNUD ou d'organisations similaires de développement international est un avantage (max 10 points.);
- Expérience en informatique, en particulier celles liées aux progiciels de bureau professionnels et la gestion du site Web (5 points maximum);
- Expérience de travail sur les communications et la sensibilisation qui ont trait au développement durable, le climat ou la politique environnementale ou de négociations en un avantage mais pas une exigence (max 10 points).

Exigences linguistiques:

- Excellentes compétences orales et écrites en anglais (max. 15 points).

Méthode d'évaluation, de critères, et attribution du marché:

- Seules les applications qui sont sensibles et conformes seront évaluées. Les candidatures incomplètes ne seront pas prises en considération;
- Les offres seront évaluées selon la méthode combinée de notation - où les critères techniques seront pondérés à 70% et l'offre financière seront pondérés à 30%;
- Les critères techniques (éducation, expérience, langue) seront basés sur un maximum de 100 points. Seuls les 3 meilleurs candidats qui ont atteint un minimum de 70 points de l'examen des critères techniques seront considérés comme techniquement qualifiés et considérés pour l'évaluation financière;
- Note financière (max 100 points) est calculé comme un ratio de la proposition en cours d'évaluation et la proposition au prix le plus bas de ceux techniquement qualifiés;
- La proposition financière doit spécifier un montant forfaitaire, y compris la répartition par livrable comme indiqué ci-dessus. Afin d'aider l'unité demanderesse dans la comparaison des propositions financières, la proposition financière doit en outre

- comporter une ventilation des frais (y compris le nombre de jours de travail prévus et toutes les dépenses prévisibles pour mener à bien la mission).
- recevoir requérant la plus haute note combinée et a accepté les conditions générales du PNUD seront attribués le contrat.

Documents à présenter:

- Les candidats doivent soumettre un formulaire PNUD Antécédents personnels dûment rempli et signé (P11) à télécharger à partir du lien ci-dessous;
- S'il vous plaît attacher ou fournir des liens à au moins 2 échantillons de travaux antérieurs / publications dans votre application de préférence liées à cette mission montrant l'expérience dans la recherche et la formulation de produits de la connaissance et la capacité de bien et de façon concise écrire, et de synthétiser de grandes quantités de matériel de soutien éprouvés ;
- Les candidats doivent répondre aux questions obligatoires posées par le système lors de la présentation de la demande.

Veillez noter que vous pouvez télécharger un seul document à cette application (scanner tous les documents en un seul fichier PDF à joindre).

forme PNUD Histoire personnelle (P11) requise de tous les candidats: http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Careers/P11_Personal_history_form.doc .

Conditions Générales du Contrat pour les circuits intégrés: <http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/procurement/documents/IC%20-%20General%20Conditions.pdf> .

Le PNUD s'engage à recruter un personnel divers en termes de genre, de nationalité et de culture. Nous encourageons de même les personnes issues des minorités ethniques, des communautés autochtones ou handicapées à postuler. Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.



Avis de recrutement

**Poste: Expres Roster/AS/MENA
Regional UNDAF Expert**

**Location : Middle East and
North Africa**

**Application Deadline : 15-Aug-16
(Midnight New York, USA)**

**Additional Category : Crisis Res-
ponse**

**Type of Contract : Individual
Contract**

**Post Level : International
Consultant**

**Languages Required : A r a b i c
English French**

Duration of Initial Contract :

**Varies from a few days to several
months**

Background

The R-UNDG AS/MENA is composed of 22 Agencies, Funds and Programmes. The R-UNDG's mission is to enhance UN system-wide coherence at the regional level and support UN country teams at the country level in order to deliver as one and achieve sustainable human development. The primary role of the R-UNDG is to provide leadership, strategic guidance and support to Resident Coordinators (RCs) and UN Country Teams (UNCTs) for the achievement of country level results, specifically in strategic programming, common UN Development Assistance Frameworks (UNDAFs) and joint programmes, supporting national achievement of the SDGs, enhancing UN System-wide coherence and coordination at the regional and country level, and effectively deploying knowledge and expertise. The R-UNDG is supported by an R-UNDG Secretariat.

The United Nations Development Assistance Framework (UNDAF) is a strategic, medium-term results framework that describes the collective vision and response of the UN system to national development priorities and results on the basis of the

normative programming principles. It defines how the UNCT will contribute to the achievement of development results, based on an analysis/assessment of country needs and UN comparative advantages. The UNDAF drives joint and comprehensive UN work planning and monitoring for results. It defines outcomes to be achieved over the course of three to five years by the UN and partners, with due consideration given to the importance of harmonization with the timing and duration of the national planning cycle whenever possible. It is informed by a robust Comprehensive Country Analysis (CCA) and includes a costed results matrix at the outcome level.

Each year, a number of countries in AS/MENA will initiate the process of developing a new UNDAF and/or will undertake reviews/evaluations of their existing UNDAF.

The current generic call aims to build the Crisis Response Unit's ExpRes roster (Roster of Experts for Crisis Response) capacity of consultants to enhance the support provided to the UNDAF roll-out process in the Middle East and North Africa, in particular to provide strategic programming/analysis, learning and facilitation support to UNCTs in their efforts to design and develop the CCAs and UNDAFs as well as the monitoring and evaluation of UNDAFs. The Experts Roster for Rapid Response (ExpRes) provides pre-selected and technically vetted consultants across 13 profiles and 60 sub-profiles to support the work of UNDP Country Offices/units and other UNDP partner agencies in the area of crisis prevention and recovery.

The AS/MENA Regional UNDAF Expert Profile within the ExpRes roster will comprise of specialized

consultants in one or several prioritized areas. The selected professionals will be recruited and contracted directly by the RC/UNCT of a particular country to carry out specialized short term consultancies, according to the demands and needs of the country. Based on the requirements of UNCTs in the region, consultants would be required to support UNCTs in the following areas:

- Strategic analysis and planning (CCA and UNDAFs);
- Monitoring and evaluating;
- Training and/or facilitation.

The AS/MENA Regional UNDAF Expert Roster will provide UNCTs with an entry point to identify and engage expertise in the region to support programmatic inter-agency activities and/or request training and facilitation support that could be deployed to address their specific needs.

Duties and Responsibilities

Consultants will be recruited and contracted directly by the RC/UNCT in a country and as such the exact scope of work will vary from assignment to assignment. The exact scope, responsibilities, expected outputs and duration of the assignment will be specified in the Terms of Reference developed by the RC/UNCT prior to recruitment/contracting.

However, in general, consultants will contribute to the strengthening of UNDAF support in the region, and will have expertise and/or specialised training on areas such as UNDAF programming, UNDAF roadmap preparation, Results Based Management and incorporation of cross-cutting programming principles in the UNDAF.

Consultants will provide professional services in designing, drafting, monitoring and evaluating

Suite page 13.



Jobs Campus

Suite page 12.

of UNDAFs and /or joint programmes, facilitating UNDAF related workshops, and providing training in specific programme areas such as Results-Based Management, Human Rights and Gender Equality, and will be accountable for the quality presentation and timely delivery of the products. Consultants will work closely with the RC/UNCT, as well as the R-UNDG Secretariat and the Peer Support Group (PSG) to ensure support provided is in line with global guidance and best practices. Specific tasks that consultants may be requested to undertake under each of the identified areas, include but are not limited to:

Strategic Analysis and Planning:

- Design of country analysis processes and methodologies;
- Conducting robust Comprehensive Country Analysis (CCA) and/or desk reviews including data collection and analysis;
- Identification of root causes and opportunities for common country programming;
- Identification of UNCT priorities and strategic priority areas;
- Design of strategic frameworks and results matrix;
- Drafting of UNDAFs.

Monitoring and Evaluation:

- Design of UNDAF M&E plans and processes
- Preparing and conducting UNDAF annual or midterm reviews including data collection and analysis;
- Preparing and conducting UNDAF evaluations including data collection and analysis;
- Development of UNDAF progress reports;
- Indication and/or set-up innovative monitoring systems/approaches (e/g real-time monitoring, use of big data, mobile surveys etc.).

Training and Facilitation:

- Design and delivery of trainings

related to UNDAFs such as Results Based Management (RBM). Human Rights-Based Approach (HRBA) and Gender Equality;

- Design and facilitation of UNCT retreats and/or Strategic Prioritisation Retreats (SPRs);
- Design and facilitation of other workshops and seminars.

Competencies

- Strategic Analysis and Planning;
- Monitoring and Evaluation;
- Training and Facilitation.

Required Skills and Experience

Sub-Area 1: Strategic Analysis and Planning

Education:

- PhD or Master's Degree or equivalent in Development Studies, Economics, Social Sciences, International Relations, Political Sciences or related field or equivalent experience.

Experience, expertise and skills:

- At least 7 years of professional experience in the area of development, including programme/project management and planning;
- Practical experience in strategic analysis and planning and/or formulating development strategies and policies;
- Professional experience in more than one country in the Middle East and North Africa;
- Technical competence in programme analysis and design involving the use of mixed methods;
- Knowledge of UN reform, principles, mandates and procedures including the CCA/UNDAF processes;
- Proven expertise in programme development;
- Demonstrated analytical and planning skills;
- Process management and facilitation skills, including ability to negotiate with a wide range of stakeholder;
- Excellent oral and written communication skills.

Required languages:

- Excellent command of English, Arabic or French, spoken and written (studies or professional work conducted in one of the languages will be an asset).

Sub-Area 2: Monitoring and Evaluation

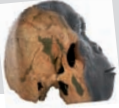
Education:

- PhD or Master's Degree or equivalent in Development Studies, Economics, Social Sciences, International Relations, Political Sciences or related field or equivalent experience.

Experience, expertise and skills:

- At least 7 years of professional experience in the area of development, including project management, RBM, and Monitoring and Evaluation
- Practical experience in conducting reviews/evaluation and/or establishing monitoring and evaluation systems and processes
- Professional experience in more than one country in the Middle East and North Africa
- Analytical expertise to compile quantitative and qualitative data/information, from difference sources, within summarized analysis and a logical framework
- Knowledge of UN reform, principles, mandates and procedures including the CCA/UNDAF processes.
- Proven expertise in reporting writing
- Demonstrated analytical and planning skills
- Process management and facilitation skills, including ability to negotiate with a wide range of stakeholder
- Excellent oral and written communication skills

Suite page 14.



Jobs Campus

Suite page 13.

Required languages:

- Excellent command of English and Arabic or French, spoken and written (studies or professional work conducted in one of the language will be an asset).

Sub-Area 3: Training and Facilitation

Education:

- PhD or Master's Degree or equivalent in Development Studies, Economics, Social Sciences, International Relations, Political Sciences or related field or equivalent experience.

Experience, expertise and skills:

- At least 7 years of professional experience in facilitation and motivation of exchange spaces, including training and facilitation experience from multi-stakeholder settings;
- Practical experience in designing and facilitating strategic

meetings, workshops, trainings and planning/prioritisation;

- Professional experience in more than one country in the Middle East and North Africa;
- Expertise in designing and implementing a wide range of interactive methods for stimulating discussion and organizational change processes;
- Knowledge of UN reform, principles, mandates and procedures including the CCA/UNDAF processes;
- Cultural sensitivity and expertise in moderating meetings of culturally diverse and international groups;
- Demonstrated analytical and planning skills;
- Process management and facilitation skills, including ability to negotiate with a wide range of stakeholder
- Excellent oral and written communication skills.

Required languages:

- Excellent command of English and Arabic or French, spoken and written (studies or professional work conducted in one of the language will be an asset).

UNDP is committed to achieving workforce diversity in terms of gender, nationality and culture. Individuals from minority groups, indigenous groups and persons with disabilities are equally encouraged to apply. All applications will be treated with the strictest confidence.

If you are experiencing difficulties with online job applications, please contact jobs.help@undp.org.



Avis de recrutement

Solidarités International

Poste : France – Responsable du service administration des Ressources Humaines (H/F) – CDI – Paris/France

Description

Organisme

Partium recrute pour son client, importante ONG humanitaire internationale portant secours aux victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles, un(e) Responsable du service administration des Ressources Humaines (H/F) à Clichy.

Poste

Sous l'autorité du Directeur des Ressources Humaines et en lien étroit avec la Responsable du

service recrutement/suivi des expatriés, le(la) responsable du service administration des RH est en charge de la supervision de la paie (internalisée), du pôle « voyage-billetterie » et de la gestion administrative des composantes RH de l'association composées de divers statuts : salarié expatrié, détaché, volontaire, consultant, salarié siège, stagiaire...

Encadrant une équipe de 5 personnes environ, il(elle) est en charge de la bonne utilisation et de l'harmonisation des SIRH (Systèmes d'Information des Ressources Humaines), notamment du logiciel de paie PEGASE.

Définition de la stratégie et des po-

litiques RH, en lien avec le DRH: Il(elle) participe à la réflexion prospective sur les évolutions des problématiques RH de l'association et à la définition de sa stratégie RH

En concertation avec la Responsable recrutement/suivi des expatriés, il(elle) participe à l'actualisation des politiques RH Terrain d'engagement des expatriés et est garant(e) de leurs suivis : grille de rémunérations, breaks, départ en famille, per diem, procédures disciplinaires, conditions de vie, fiscalité,...

Il(elle) participe à l'actualisation des politiques RH nationales et Suite page 15.



Suite page 14.

et siège, et est garant(e) du suivi siège

Veille sociale / IRP:

Il(elle) exerce une veille sur l'ensemble des obligations légales liées à la gestion administrative du personnel, avec un fort focus sur la mobilité internationale (expatriation, détachement etc.).

Il(elle) prépare certaines informations/consultations à présenter aux IRP (Instances Représentatives du Personnel – comme la DUP, Le CHSCT)

Gestion Administrative des RH et paie :

Il(elle) est garant(e) des procédures administratives RH internes et de leurs bonnes applications ainsi que du traitement équitable et transparent de l'ensemble du personnel de l'association.

Il(elle) assure leurs bonnes communications sur les missions et au siège.

Il(elle) pilote l'ensemble de la gestion administrative RH pour tous les statuts présents au sein de notre ONG : contrats, avenants, entrées et sorties, suivi période d'essai et fin de CDD, gestion des absences, maladies, visites médicales et dossiers de frais de santé. Lien avec les organismes sociaux. Déclarations sociales.

Il(elle) supervise le processus de paie et remplace la gestionnaire paie en cas d'absence.

Il(elle) supervise le processus de départ en mission et retour : visas, package RH, billetterie, STC...

Système d'Information des Ressources Humaines :

Il(elle) est le point focal des SIRH de l'association et est force de proposition dans l'évolution de ces logiciels RH (paie et gestion Rh), notamment Pegase (logiciel de Paie)

Il(elle) s'assure de la mise en place et des mises à jour des processus RH liés à l'administration du personnel

Formation :

En lien avec le DRH, Il(elle) assure le suivi du plan de formation et les demandes de prises en charge et de remboursement auprès de notre OPCA (Unifor-
mation).

Il(elle) assure le suivi administratif du plan de formation et des autres modalités de formation (Bilan de compétence, CPF, CIF etc.)

Il(elle) s'assure des déclarations légales liées au plan de formation et s'assure de produire les données statistiques et légales en vue des réunions avec les représentants du personnel (bilan formation etc.)

Management

Il(elle) anime l'ensemble du Service Administration des Ressources Humaines, et assure la bonne communication entre ses différentes composantes.

Il(elle) s'assure de la cohérence des pratiques RH des différentes composantes du Service

Il(elle) anime les réunions, fixe les objectifs et les plans d'action individuels, réalise les évaluations de son équipe

Il(elle) se coordonne avec les autres services de la Direction des Ressources Humaines

Programmation et reporting

Il(elle) élabore et analyse l'ensemble des tableaux de bord sociaux et les statistiques permettant le suivi du personnel et met en place des indicateurs pertinents pour le pilotage des effectifs.

Il(elle) produit un reporting RH correspondant aux indicateurs déterminés par le DRH

Il(elle) participe à l'élaboration de la programmation concernant les ressources humaines, à son suivi et à son actualisation, en lien avec le DRH et le directeur des missions

Il(elle) propose la programmation du Service Administration des Ressources Humaines

Préparation au Départ (PAD)

Il(elle) participe à l'organisation logistique de la PAD : visas, logement, transport...

Il(elle) coordonne l'actualisation des modules Administration des RH de la PAD

Il(elle) anime une partie des modules RH de la PAD

Divers :

Dans le cadre de ses fonctions, il(elle) pourra être amené(e) à faire exception-

nellement un déplacement sur le terrain.

Profil

Issu(e) d'une formation supérieure bac + 5 en ressources humaines ou équivalent, vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum dans une fonction similaire, idéalement avec une expérience en gestion de la mobilité internationale et une bonne maîtrise du processus de paie. En outre on vous reconnaît d'excellentes qualités d'organisations, une grande fiabilité et le sens de la gestion des priorités.

Aussi à l'aise dans le management d'équipe que dans le pilotage de projets administratifs, vous faites preuve à la fois de rigueur et de réactivité, et partagez les valeurs de l'association.

Vous avez une bonne connaissance des Systèmes d'Information des Ressources Humaines et des mécanismes de la formation professionnelle et maîtrisez des outils bureautiques courants

Anglais courant, à l'oral comme à l'écrit

Poste basé au siège, à Clichy La garenne, Salaire : 3380€ brut mensuel Tickets restaurant, mutuelle pris en charge à 80%, remboursement frais de transport à 50%

Ce recrutement est pris en charge par le cabinet de recrutement Partium. Pour postuler veuillez remplir le dossier à partir du lien suivant à recopier dans votre navigateur :

<https://jobaffinity.fr/apply/57512/224833>

Où en vous rendant directement sur le site www.partium.fr dans la rubrique nos missions, où vous retrouverez l'intitulé du poste H/F Responsable du service administration des Ressources Humaines

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités: Ressources Humaines

Pays: Europe, France

Contrat CDD

Postuler en ligne <https://jobaffinity.fr/apply/57512/224833>

Date de fin de validité 31/08/2016



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

Ministère de l'Enseignement Supérieur,
de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MESRSI)

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (UCAO)

Unité Universitaire à Bobo-Dioulasso (UUB)

Ecole Supérieure Polytechnique de Kaya (ESPK)



OFFRES DE FORMATIONS



1. Filières techniques professionnelles :

- ▶ Génie Civil, Option Bâtiments et Travaux Publics (BTP)
- ▶ Génie Electrique et Informatique Industrielle, Options Réseaux Electriques et Energies Renouvelables (REER), Réseaux Informatiques et Télécommunications (RIT) ;
- ▶ Génie Hydraulique Rural, Option Systèmes Irrigués (SI)

Niveau d'entrée :

- Bac C-D-E-F2-F3-F4 et Bac Pro (1ère année)
- DUT – BTS ou équivalent (année de Licence) ;

2. Filières commerciales :

- Finance/Comptabilité ;
- Marketing et Gestion Commerciale

Niveau d'entrée : Bac A - C-D-E-G1-G2 + Bac Pro

Diplômes délivrés : DUT et Licence Professionnelle

Ces filières sont également ouvertes aux professionnels. En cas de besoin, prendre attache avec la direction des études :

71 69 30 15 / 78 85 44 03/71282980/78968170

Inscriptions pour toutes les classes de la 1ère à la 3ème année de licence : à partir du 1er juillet 2016 de 8 h à 12 h et de 15 h à 17 h. Secrétariat ouvert du lundi au vendredi

Date limite de dépôt des dossiers : 30 septembre 2016

Si option Internat : 72 chambres individuelles et de 29 chambres doubles

Programme de la rentrée :

- Jeudi 29 septembre 2016 : rentrée des internes
- Vendredi 30 septembre – samedi 1er octobre 2016 : session de rentrée pour tous
- Lundi 03 Octobre 2016 : Début des cours

Contacts pour tout renseignement :

24 45 22 22/24 45 23 23/70 42 81 29/78 44 27 29/61 84 69
09/78 85 44 03

e-mails : gregbalma81@gmail.com ; majojya@gmail.com ; loyaraviniyves@gmail.com

- Site web ESPK: www.espkaya.com



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*

Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

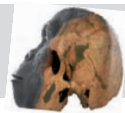
Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouedraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

Du 13 au 20 août 2016

GROUPE 2

AEROPORT	22625314222	KOULOUBA	22625311918
AMARO	22625343328	MARTIN	22625508459
AR RAHMA	22625350986	METEBA	22625335333
AUGUSTINE	22625376100	NAYYIRA	22625481841
BARK WENDE	22625408590	NEIMA	22625355682
CITE AN	22625331966	NEMADIS	22625373041
BOULMIIOUGOU	22625431268	PROGRES	22625430162
DAPOYA	22625313201	PROVIDENCE	22625318648
DELWINDE	22625367280	ROOD WOOKO	22625308890
FLAYIRI	22625407344	SCHIFFEY	22625402742
FASO	22625381929	SIGRI	22625412148
HAMDALAYE	22625343694	SUD	22625384282
HEERA	22625316610	TALBA	22625362225
JABNEEL	22625447870	TANKO	22625351557
JOURDAIN	22625360686	UNIVERS	2625419965
KARPALA	22651292503	WATI	22625260053
		YOBI	22625311630

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélvwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnel, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progress-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie: Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERHCE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTI-
NUE

Tél. : 25 40 94 04

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



N° 2016- /MESRSI/SG/UO2/P/IUFIC

APPEL A CANDIDATURES Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Droit Pénal et Sciences Crimi- nelles (Master 2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Droit Pénal et Sciences criminelles, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Droit Pénal et Sciences Criminelles a pour objectif de développer chez les étudiants une maîtrise théorique mais aussi une sensibilité pratique du droit pénal et de permettre à certains professionnels d'approfondir leurs pratiques.

Il est également une source de recyclage pour certains praticiens du droit pénal (avocats, magistrats, gendarmes, policiers, douaniers, etc.).

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir. Elle combine des enseignements théoriques, (dispensés par des universitaires africains et européens) et pratiques (séminaires donnés par des professionnels).

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel Droit Pénal et Sciences Criminelles est un diplôme juridique. L'étudiant doit par conséquent obligatoirement avoir suivi les matières de droit pénal (Général et Spécial) et de procédure pénale au cours de ses années de licence, maîtrise ou M1.

- Etre titulaire d'une maîtrise ou d'un Master 1 en sciences juridiques reconnu par le CAMES.

Les commissaires de police diplômés de l'académie nationale de police du Burkina Faso, titulaires d'une maîtrise universitaire autre que juridique et reconnue par le CAMES, sont admis en équivalence en deuxième année du master.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Les débouchés

Les débouchés des produits sont :

- Les professions dites réglementées (avocats, notaires, huissiers de justice, commissaires-priseurs) ;
- Agence de contrôle de l'Etat ;
- Agent judiciaire de l'Etat ;
- Juriste conseil d'entreprise ;
- Justice internationale (TPI, CPI) ;
- Organisations de défenses des droits de l'Homme.

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.
 - Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
 - 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
 - 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017
- Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du

1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif de mémoire envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Entretien : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des mémoires : 30 octobre 2017
- Soutenance des mémoires : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
- 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
- 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Université Senghor

Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

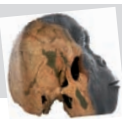
Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES



Le Ministre

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de 2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national



Les Offres de bourses

BIN /SANS
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET PROFES-
SIONNELLE, ET DES BOURSES

BURKINA FASO
Unité-progrès- justice



Le Ministre

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016-000678-MESRSI/SG/CIOSPB/DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 3e cycle en Afrique

Objet : informations relatives aux bourses
nationales de 3e cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 3e cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis à l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/MESSRS/MEF/MF-PRE/MJE du 30decembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement.

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 3e cycle sont attribuées, dans les limites du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'une maîtrise ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants relevant de l'ancien système ou d'un master il de recherche ou son équivalent avec au moins la mention « assez bien » pour les étudiants s relevant du système LMD ;
- Avoir 28 ans au plus

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et ne correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbre a 200F CFA timbre fiscal adressée à Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation.
- Un extrait d'acte de naissance ;
- Un certificat de nationalité burkinabè ;

- Les copies légalisées des diplômes (ou attestations des diplômes) de la maîtrise ou du master II ou son équivalent ;
- Les relevés de notes des deux dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Un thème et un protocole de recherche bien définis de deux (02) Pages minimum à cinq (05) cinq pages maximum ;
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de recommandation pour les postulants ayant effectué leurs études de 1er ou de 2nd cycle en dehors du Burkina Faso ;
- Une lettre de motivation ;

Les candidats titulaires d'un master professionnel, d'un DESS ou d'un diplôme d'ingénieur de conception ne sont pas éligibles à la bourse nationale de 3e cycle.

Il est de rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la complétion que les candidats remplissant les conditions et disposant de la maîtrise ou du master II de recherche ou son équivalent au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES).

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA**



Annonces

Sciences-Campus Info

Quotidien numérique

Actualité générale et spécifique

Téléchargeable 7/7 jours; du lundi au dimanche.

Science - Université - Education - Politique - Société - Economie

- L'actualité générale en continue des 45 provinces du Burkina
- L'actualité des Centres de recherche
- L'actualité des campus et universités
- L'actualité sur la santé et le bien être
- L'actualité au quotidien de chaque département ministériel
- L'actualité internationale

Abonnement gratuit

Vous téléchargez le quotidien chaque jour
sur le site du lundi au dimanche
www.sciences-campus.info

Abonnement VIP

Vous recevez le quotidien dans votre boîte e-mail
du lundi au dimanche
12 000 FCFA/ an

VIP

*Abonnez vous et obtenez le premium
du lundi au Dimanche*

A remplir et renvoyer au siège ou par e-mail

Nom:.....

E-mail:.....

Téléphone:.....

12 000 FCFA /an à payer par chèque, en espèces au siège, par Airtel Money ou sur le
Compte ECOBANK n°0010-281732300602 SWIFT: ECOCBFBF

www.sciences-campus.info
Messagerie: ac@sc-mail.info / contact@sciences-campus.info
Tél: + 226 25 37 36 39/ 76 60 97 21 / 72 08 03 03
Adresse postale: 02BP 5805 Ouagadougou 02
Avenue des Tensoaba